



RAPPORT ANNUEL 2010

I/ FICHE SIGNALITHYQUE DE L'ONG

Données administratives

Dénomination de l'organisation : Action Recherche pour le Développement des Initiatives Locales

Sigle : ARDIL

Accord cadre N° 0139/000327 du 28 janvier 2008

Europe Aid ID : ML-2008-CGK-1806375614

Date de création de l'organisation : 26-06-1992

Contacts

Abdel Hamid Maiga

Fonction : Président

Téléphone : 66 98 25 81

Tombouctou Mali

Adresse de l'ONG :

Siège social : Tombouctou République du Mali

Téléphone : 21 92 13 05

BP : 77

Email : ardil_tombouctou@yahoo.fr

Quartier : Sareikaina, coté ouest de l'Hôpital

Mahamane Elhadj Yattara

Fonction : Coordinateur Exécutif

Téléphone 7302 2 84

Tombouctou Mal

Populations/ groupes cibles

Populations vulnérables Femmes

Personnes âgées

Victimes de conflits/catastrophe

Jeunes

Handicapés

Communauté(s) de base

Autorités locales

Domaines d'intervention

Education

Education de base

Santé

Santé communautaire

Santé de base : gouvernance

Hygiène et Assainissement en milieu scolaire

Infrastructure et Services Sociaux Divers de santé

Micro finances/Services financiers informels

Agriculture/ sécurité alimentaire/ Protection de l'environnement

Décentralisation/ Renforcement de capacités

II/ La Mission et Vision Stratégique

2.1. Mission

Appuyer les initiatives locales des plus pauvres à travers la recherche et la mise en œuvre d'actions concrètes de développement pour une amélioration de la condition de vie des pauvres. ARDIL s'attaque à la marginalisation des couches pauvres par le travail que l'organisation réalise sur le terrain ensemble avec les vulnérables.

2.2. Vision

ARDIL ambitionne une société transformée où tous les membres ont des chances égales. Cela ne peut se faire sans mettre fin à l'extrême pauvreté, à la méconnaissance et à l'analphabétisme dans lesquelles vivent tant de groupes vulnérables.

2.3. Valeurs

- Les bénéficiaires sont les premiers acteurs de leur développement ;
- L'équité entre les bénéficiaires, surtout au profit des femmes et jeunes ;
- La diversité dans la région est une opportunité et une richesse.

III/ PROGRAMMES ET PROJETS

3.1. Empowerment des Femmes et des Filles

Ce programme est conçu et mis en œuvre par un consortium d'ONG formé de CARE International au Mali et sept ONG maliennes pour une durée de sept ans (2009-2015). Sa finalité est d'avoir un impact effectif et durable sur les conditions de vie des femmes et des filles, notamment les plus vulnérables du centre et du nord du Mali, en s'attaquant aux causes profondes des inégalités sociales qui les affectent en terme d'accès inéquitable aux ressources, au savoir et au pouvoir. Il est financé par CARE Norvège.

Le programme est dans sa deuxième année d'exécution et exécuté dans la région de Tombouctou par Care en partenariat avec le consortium d'ONG (CAID et ARDIL) dans 22 communes.

Résultats :

1.1. Création des nouvelles organisations 100 (GMJT et réseaux)

Une démarche participative a permis de tenir des assemblées générale avec les femmes et les filles au niveau des quartiers, villages et fractions des communes partenaires après avoir rencontré et donner les informations sur les principes et approche de MJT aux autorités administratives et locales, aux leaders communautaires et aux hommes (les maris). Cette première action a facilité la mise en place pour le compte de cette année 100 nouveaux groupements repartis par cercle et par commune. (voir tableau ci-dessous)

Cercle	Commune	Nbre de groupement	Nbre de membre
Tombouctou	Tombouctou	13	446
	Alafia	4	140
	Bourem Inaly	9	315
	Ber	1	35
Diré	Gari	13	427
	Diré	5	175
	Bourem SA	5	150
	Kondi	5	175
	Sarayamou	1	30
Goundam	Douékiré	8	269
	Goudam	9	305
	Tonka	9	307
	Doukouria	2	68
Niafunké	Soboundou	5	145
	Soumpi	3	97
	Léré	8	280
Total		100	3364

1.2. Mise en place des réseaux :

21 réseaux de groupements d'épargne et crédit ont été mise en place suivant la démarche de mise en place des groupements. Mais elle a été beaucoup plus focalisée sur la participation volontaire et responsable des groupements en tenant compte l'aire géographique (accessibilité du siège / bureau) et la vision.

Ces paramètres ont permis aux groupements de décider des options volontaires et avantageuses d'association favorisant la capacité des femmes et des filles à s'organiser

pour mener des actions collectives. A la fin du processus les réseaux suivants ont été mis en place :

Cercles	Communes	Villages /Fractions / Quartiers	Nom du réseau	Niveau	Nombre des organisations membres
Tombouctou	Tombouctou	Bellafarandi	Tassak	Village	06
		Bokiatt	Assinsahar	Village	05
	Alafia	Hondou Bomo	Issa Ber	Village	05
		Djéguéla	Souba Nafa	Village	05
	Ber	Ber	Takoubert	Village	03
Lafia	Kagha	Anniya	Village	04	
Goundam	Doukouria	Wana	Tamsildhatt	Village	05
		Doukouria	Tagarha	Village	03
	Goundam	Goundam			
	Tonka	Bankani Camp			
		Echell			
		Guindigata Horo			
Diré	Dangha	Dangha	Faraben	Village	10
			Fafadoboy	Village	10
	Diré	Diré		village	
	Bourem SA	Bourem SA			
Sajilambou					
Hara Horougoungou					
	Soumpi	Soumpi			
		Kassoum			
	Léré	Léré			
TOTAL			21		100

Résultat 2

En 2015, 25 000 filles (15 à 19 ans) des régions de Tombouctou, Mopti et Ségou auront acquis des capacités socioprofessionnelles leur permettant de choisir des options avantageuses pour leur futur développement économique

Activités réalisées

2.1. fora sur l'éducation

Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante éducation et insertion socioprofessionnelle plusieurs stratégies ont été identifiées. Parmi elles la tenue des fora sur l'éducation figurent en bonne place. Ces fora visent à trouver de façon participative des solutions appropriées à la problématique liée à l'éducation de la jeune fille dans les trois régions partenaires du programme.

Causes profondes	Conséquences/Problèmes
1. Aider les mamans dans les travaux domestiques,	- Abandon de l'école - Manque de temps
2. Contribuer aux dépenses de la famille à travers l'exercice d'une activité commerciale,	- Exposition aux dangers de la rue - Grossesse non désirée - IST/SIDA - Préparation de la fille pour sa prise en charge
3. L'initiation de la fille à l'entretien de son futur ménage	-Perturbation des études -Déscolarisation -Rétention des filles à la maison -Mariage précoce - Préparation de la fille pour sa prise en charge
4. Méconnaissance de l'importance de l'éducation de la fille	-Perturbation des études -Déscolarisation -Rétention des filles à la maison -Mariage précoce
5. Le non respect des droits des enfants	-Déscolarisation -Rétention des filles à la maison -Mariage précoce

Ces fora s'inscrit dans l'un des objectifs de la composante à trouver de façon participative des solutions appropriées à la problématique liée à l'éducation de la jeune fille dans la zone d'intervention du programme PEF en général

2.6. Identification des filières porteuses :

L'identification des filières porteuses a été effectuée au niveau de tous les groupements de jeunes des communes partenaires. Ce sont les filières : coupe et couture, la teinture et la saponification, tressage, l'indigo.

Objectif 3 : *Les organisations des femmes ont augmenté leur pouvoir d'influence sur les instances de prise de décision aux niveaux communautaire, régional, national d'ici 2015.*

Activités réalisées

Tenue des ateliers communaux sur la participation des femmes dans les instances de prise de décision

- Se rendre compte de la faible participation des femmes dans les instances de prise de décisions en général au Mali et en particulier dans la région de Tombouctou,
- Comprendre l'importance pour la femme de participer aux instances de prise de décisions,
- Mesurer l'importance et l'enjeu de la question de représentativité des femmes dans les instances de prise de décisions comme une question d'autonomie, de souveraineté et de développement,
- Comprendre que la participation des femmes au sein des instances de prise de décisions est d'abord et demeure une affaire des femmes et ensuite celle des hommes,
- Comprendre l'impérieuse nécessité pour les femmes de rester unies,
- Cerner l'importance et les avantages pour les femmes de former ou d'intégrer des grands ensembles,
- Etc.



La directrice de la DPFEF avec les responsables des réseaux lors de la rencontre des acteurs intervenants dans la prévention du mariage précoce.

Objectif 4 : *En 2015, Les acteurs de développement des régions de Tombouctou, Mopti et Ségou assurent la protection des couches les plus vulnérables à travers des mécanismes durables de prévention et de gestion concertée des crises et des conflits.*

Activités réalisées

Tenue de l'atelier régional sur l'état des lieux sur la gestion des crises et conflits

Dans le cadre de la rédevabilité du programme Empowerment des femmes et des filles envers le GIP et les autres acteurs, a été organisé un atelier régional sur l'état des lieux de crises et conflits. Cet atelier qui a regroupé les représentants de l'Etat, les élus communaux, les services techniques, les partenaires au développement, les membres de réseaux mjt et la société civile a été un espace de partage et d'échange sur les résultats issus des ateliers communaux sur l'état des lieux sur la gestion des crises et conflits. Après des débats riches d'enseignements, les résultats communaux ont été validés par les participants de l'atelier.

Appui aux communes dans la mise en place de leur plan d'atténuation des crises

Après avoir reçu la formation sur la prévention et gestion de conflits et crises pour accompagner les communes partenaires, le programme a entamé avec les conseils communaux des communes partenaires le processus d'élaboration de leur plan de prévention et d'atténuation de crises. Dans une démarche communautaire participative une commission EPP a été mise en place dans chacune des communes ci-dessus citées. Le tableau ci-dessous donne la composition des commissions :

Tenue des cadres d'animation sur la sensibilité des crises :

Au cours du 3^e trimestre 2010 le programme a animé un cadre sur la sensibilité des crises dans l'ensemble des communes d'encadrement PEF. Au total 360 personnes ont participé à ces cadres soit 15 participants/cadre/commune. Ont participé à ces cadres les élus, l'administration, les leaders communautaires, les autorités villageoises, les femmes de réseaux mjt et d'autres organisations faïtières.

La méthodologie est axée sur l'approche communautaire participative a permis :

- La compréhension du contexte et des concepts clés du cadre,
- Le recensement (cartographie) des crises rencontrées dans la commune,
- Le classement des crises par ordre d'importance par leur sensibilité,
- L'étude de cas de crise selon son degré de sensibilité et la faisabilité des solutions pour étude.
- D'élaborer un plan de gestion de crise

Appui aux conseils communaux partenaires dans l'élaboration de leurs plans EPP

Pendant la même période le programme a conduit et bouclé le processus d'élaboration des plans EPP dans les communes partenaires PEF. Cette activité conformément à la stratégie proposée par la composante a été conduite dans les communes. Avant d'entamer le processus nous avons mené au niveau des communes concernées une campagne d'information et d'explication sur l'importance et les avantages du plan EPP pour une commune. Ceci vise à susciter l'intérêt et l'adhésion des élus et des autres acteurs du développement communal dont les femmes des réseaux et groupements mjt et autres organisations, l'administration, les services techniques et les ONG afin qu'ils s'approprient de l'activité. Ce préalable a permis de mettre en place dans chacune des communes des dispositions facilitant la mise en oeuvre efficace du processus notamment le choix des membres de commissions EPP et leur engagement à participer au processus, l'identification de la période propice pour la conduite du processus, l'identification de la date et le lieu de la formation etc.

Objectif 5: En 2015, une alliance d'organisations de la société civile fourni un support

Cercle	Commune	Localité	Type de réalisation	Coût
Tombouctou	Tombouctou	Bokoyatt	3 salles de classe et un bloc de 2 latrines	
		Tombouctou	Centre multifonctionnel	30 000 000
	Lafia	Kagha	Périmètre maraîcher	
	Salam	Tindjambane	Périmètre maraîcher	
	Ber		Puit pastoral	
	Bourem Inaly	Bourem inaly	Magasin et équipement pour transformation et conservation des produits locaux	12 161 521
	Alafia	Dad bodel	Puit pastoral	20 294 425
Goundam	Douékiré	Douékiré	6 salles de classe, une direction et 2 blocs de 3 latrines	
		Tinzango	Périmètre maraîcher avec pompe solaire	
	Doukouria	Wana	Périmètre maraîcher	
	Essakane	Essakane	CSCOM	
		Essakane	1 puit à grand diamètre	
			1 puit à grand diamètre	9 165 250
	Tonka	Tonka	Périmètre maraîcher	10 045 100
Diré	Diré	Alwalidji	Poste avancé de santé	25 693 000
		Bingatane	Périmètre maraîcher avec Pompe solaire	
	Garbakoïra	Garthiré	3 salles de classe 1 bloc de 2 latrine	
	Bourem SA	Bourem	Perimetre maraicher	14 392 000
		Bourem	1Bloc avec 2 salles d'hospitalisation	23 864 500
	Kondi	Hougoubibi	3 salles de classe, bureau et latrines	30 000 000
	Tinguereguif	Gari	3 salles de classe, bureau et latrines	32 850 000
Niafunké	Soumpi	Soumpi	Centre multifonctionnel et équipement pour les filles	6 400 000
	Soboundou	Adarmanie	Adduction d'eau	
		Soboundou	Centre socio professionnel	26 644 000
	Léré	Léré	3 salles de classe, bureau et latrines	

3.2. Projet d'Appui aux Communautés Rurales de Tombouctou(A.C.R)

En réponse aux besoins cruciaux des communautés des 3 communes d'intervention, Si-A et ARDIL se sont attachés à élaborer de nouvelles propositions d'action, pour que quelles contribuent à préparer les populations non seulement à être les acteurs de leur développement, mais aussi à se constituer en partenaires des différents agents économiques et des représentants de l'Etat, pour mettre en œuvre des politiques nationales concertées du développement rural.

Le présent rapport traite de la gestion de ce projet « d'Appui aux Communautés Rurales », formulé et exécuté par l'ONG ARDIL en partenariat avec Diré. Ce travail entre dans le cadre de l'intervention de SOLIDARIDAD sur financement de l'AACID. Il constitue la somme de 12 mois d'activités dans 3 communes des cercles de Goundam et Diré. Ce travail entre dans le cadre de l'intervention de SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANDALUCIA et de l'AACID portant sur l'exécution d'un programme axe sur :

- Amélioration de la production et la productivité agricole des communes de Kondi, Kanay et Arham , à travers l'installation de périmètres irrigués.
- La sécurité et la souveraineté alimentaire : dans toutes nos communes d'intervention, les systèmes de production agricole en crise profonde, ne répondent pas aux enjeux actuels du développement rural.
- L'amélioration de l'accès et la qualité des services sociaux de base à travers la mise en place d'une école à Ibrika (Kanay) et une maternité à Arham
- La lutte contre les maladies diarrhéiques par le fonçage d'un puits à grand diamètre à Fendoukaïna dans la commune de Kondi
- Le renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles des membres des coopératives agricoles et des associations des femmes de la zone d'intervention du projet.

II/ STRATEGIES DU PROGRAMME

La stratégie plus détaillée du Programme est présentée ci-après et couvre :

- L'identification, l'organisation et le renforcement des capacités des groupes marginalisés ;
- Le renforcement des organisations ; communautaires de base
- L'alphabétisation ;
- L'approche Genre ;
- Le financement des communes en infrastructures de base pour les plus vulnérables (membres des coopératives, associations de femmes, communautés et enfants);
- Les synergies et collaborations.

2.1. L'identification, l'organisation et le renforcement des capacités des groupes vulnérables :

Les organisations communautaires jouent un rôle déterminant sur deux fronts complémentaires qui intéressent le projet à savoir :

- la participation aux décisions influant sur la vie communautaire des membres et
- la mobilisation de leurs membres pour la bonne gestion des ressources accessibles.

Le renforcement des organisations communautaires est un complément nécessaire et indispensable au renforcement des institutions communales.

Cependant, l'expérience a montré également que le plus souvent les groupes les plus vulnérables (parce que marginalisés socialement ou économiquement) sont totalement écartés du processus de renforcement.

Le renforcement des OC s'est fait selon la situation et les besoins de chaque organisation. Au niveau de chaque commune cible, une cartographie institutionnelle a été dressée.

Les actions de renforcement ont visé capacités des membres de l'organisation à :

- identifier les obstacles à la participation de tous dans la vie communautaire,
- identifier les obstacles à la satisfaction des besoins de la Sécurité des Conditions de Vie des Ménages,
- analyser les solutions possibles et proposer les plus appropriées,
- engager des actions appropriées pour impulser le changement positif tel que la sensibilisation communautaire sur des sujets spécifiques, l'initiation d'activités sociales ou économiques, etc.

2.2. L'alphabétisation

Les compétences en alphabétisation ont un impact direct sur la fonctionnalité des organisations, sur le niveau de participation, et sur l'accès à l'information. En réponse au besoin d'alphabétisation exprimé par tous les groupes de participants lors de l'analyse holistique, le projet a fait de l'alpha gestion fonctionnelle, applicable selon les cas et domaines d'activités de chaque groupe de participants.

L'alphabétisation a été menée comme une activité transversale qui facilite ou renforce l'atteinte des résultats des autres interventions du projet. En conséquence, les bénéficiaires de l'alphabétisation sont recrutés au sein des associations et groupements de femmes, des associations de producteurs, des conseils communaux, et des membres des OSC travaillant avec le projet.

2.3. L'approche Genre

Dans la zone du projet, les femmes, les ouvriers agropastoraux, d'autres catégories de populations considérées comme dépendantes des groupes de populations plus puissants, n'ont pas l'opportunité de participer ou d'influencer le cours de la vie.

Par exemple, les femmes ont de lourdes responsabilités de trouver à manger pendant la période de soudure alors qu'elles ne sont pas consultées sur l'utilisation des produits de la récolte. Les ouvriers agropastoraux ont la charge d'exécuter les travaux lourds profitables à la communauté mais ne sont pas bien rémunérés, ni consultés quant il s'agit de répartition de parcelles.

La promotion de l'approche Genre est une intervention transversale visant à faciliter ou renforcer l'atteinte des résultats des interventions, en tenant compte des besoins pratiques et des besoins stratégiques relatifs à l'aspect Genre. Le programme procédera régulièrement à l'analyse de l'impact de ses interventions afin d'éviter tout impact négatif non prévu tel que le renforcement des déséquilibres sociaux et économiques déjà existants, l'accentuation des inégalités ou préjugés, etc.

Etant donné les conditions particulières de la région de Tombouctou, le projet a facilité l'amélioration l'accès aux services de base parmi les populations des communes d'intervention, notamment l'accès à l'eau, à la santé et à l'éducation. Ces actions sont initiées par les communautés de base.

2.4. Financement des infrastructures de base

Au-delà du renforcement des capacités des acteurs dans l'espace communal, ACR a entrepris le financement de fonds pour les investissements. Ces fonds serviront d'une part, de cadre d'application des mécanismes développés par le programme, et d'autre part de cofinancement pour la satisfaction des besoins prioritaires des plus vulnérables identifiés par les communautés.

Un système de contrepartie a été établi entre ACR, le conseil communal et les représentants des organisations communautaires (organisations locales, communautés) pour le financement de ces activités prioritaires. La contre partie revêt la forme financière, en nature ou en participation physique.

3.2. GROUPES CIBLES

Les groupes cibles du projet ACR sont :

- les membres des coopératives agricoles des communes de Kondi, Arham et Kanay ;

- les membres des Associations de femmes des communes de Kondi, Arham et Kanaye ;
 - les populations de l'aire de santé et de la commune de Arham ;
 - les populations du village et de la commune de Kaneye
- Le projet profitera à l'ensemble des populations de la zone.

TABLEAU DE SUIVI QUANTITATIF DES INDICATEURS :

Résultats	Baseline : indicateurs de base	Activités réalisées	Indicateurs à atteindre	Taux de progression	Sources de vérification
RE1	<p>% des membres formés comme animateurs de centre d’alphabétisation : 0%</p> <p>% des membres formés en alphabétisation : 32 membres sur 276 membres sont formés en alphabétisation : 20,59%</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Formation de 6 animateurs villageois des centres à Tombouctou pendant 45 jours en alphabétisation - 75 membres des coopératives assistent aux cours en alphabétisation organisés dans 3 centres à Arham, Kondi et Kaneye 	<p>RE1.1. Au moins, le 50% des membres des coopératives exploitants d’Arham, Kaneye et Kondi assistent aux cours d’alphabétisation en langue maternelle pendant les premiers 6 mois d’exécution du projet.</p>	<p>100% réalisés</p> <p>Réalisation:56,58%</p>	<p>Rapport de formation du SAF de l’Académie</p> <p>Attestations délivrées aux animateurs des centres</p> <p>Photo</p> <p>Dépenses liées à la formation des animateurs et à la tenue des 6 centres</p>
	<p>- Existence de critères de choix de variétés de semences adaptées pour la zone :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0% Pas de variétés spécifiques pour Kondi ; sur le même périmètre les parcelles peuvent différentes • 0% Pas de variétés spécifiques pour Ibrika 1 ; sur le même périmètre les parcelles peuvent différentes • 0% Pas de variétés spécifiques pour Arham; sur le même périmètre les parcelles peuvent différentes 	<p>- Vulgarisation de semences hâtives à cycle court adaptées pour la zone :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Choix de la variété Watt pour Kondi acquis sur financement de ACR • Choix de la variété Watt à cycle court pour Ibrika 1 acquis sur financement de ACR • BG à cycle long pour Arham acquis sur financement de ACR 	<p>RE1.2 Au moins le 50% des paysans membres des coopératives d’Arham, Kaneye et Kondi appliquent à la fin de l’exécution du projet les techniques agricoles recommandées.</p>	<p>100% dans la réalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> • choix de variétés de semences adaptées pour la zone (cycle court de 3 mois) Kondi étant situé sur un bras du fleuve, donc recevant la crue en retard • choix de variétés de semences adaptées pour la zone (cycle court de 3 mois) Kondi étant situé sur un • choix de variétés de semences à cycle long, de 6 mois) Arham est situé sur le farabangou, qui a le même régime que le fleuve. 	<ul style="list-style-type: none"> • Choix de variétés fournies par le projet à la coopérative de Kondi • Choix de variétés fournies par le projet à la coopérative de Ibrika 1 • Choix de variétés fournies par le projet à la coopérative de Arham

	<ul style="list-style-type: none"> - Formation de renforcement des membres des coopératives en techniques culturales : Kondi 3 personnes Kaneye : 0 paysans Arham : 2 - Pratiques de système conventionnel 	<ul style="list-style-type: none"> - NA : prévision de formation de renforcement de compétences sur les systèmes culturaux pour la période de juillet- Aout - NA : Aout : prévision de test de pratique de SRI sur les parcelles collectives 		<ul style="list-style-type: none"> - 0% dans la réalisation <p>0% dans la réalisation</p>	
	<ul style="list-style-type: none"> - système de culture en cours dans la zone d'intervention: système traditionnel, sans maîtrise totale de l'eau <p>0,8 ha exploités pour toute la Coopérative 900 kgs-1 tonne/ha Nom utilisation d'engrais 1 petit groupe motopompe Période d'abondance : 3/12 mois de sécurité alimentaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement des périmètres irrigués villageois de Fendoukaïna, Ibrika 1 et Arham ; - Installation de groupes motopompes sur les 3 périmètres 	<p>100% de taux de réalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les 3 coopératives disposent de PIV aménagés - Chacune des coopératives a bénéficié d'un GMP 	<p>RE1.3 À la fin du projet les coopératives d'Arham, Kaneye et Kondi disposent d'un système d'irrigation stable et durable</p>	<p>PV de réception des PIV Dépenses liées aux aménagements Photo des aménagements Facture d'achat des GMP Photo Attestation de réception</p>
RE2	<ul style="list-style-type: none"> - Date de dernier renouvellement du comité de gestion avant l'intervention d' ACR <ul style="list-style-type: none"> • Fendoukaïna • Arham • Ibrika 1 	<ul style="list-style-type: none"> - Renouvellement des organes de gestion des coopératives mais avec un léger retard: <ul style="list-style-type: none"> • Fendoukaïna : Mars 2010 • Arham : Mai 2010 • Ibrika 1 : Juin 2010 	<p>100% de réalisation de l'activité</p>	<p>RE2.1. Au troisième mois d'exécution du projet, chaque coopérative (celle d'Arham, de Kaneye et de Kondi) a choisi un comité de gestion par votation parmi les membres</p>	
	<ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage de membres des comités de gestion coopératives ayant suivi une formation en gestion administrative : 0% pour les trois coopératives 	<ul style="list-style-type: none"> • Planifié pou' le dernier trimestre 	<ul style="list-style-type: none"> • 0% dans la réalisation 	<p>RE2.2. Au moins le 50% des membres des comités de gestion des coopératives agricoles d'Arham, Kaneye et Kondi, assistent aux ateliers en gestion et administration de coopératives</p>	<p>Rapport de formation Photo</p>

				pendant les 6 premiers mois d'exécution du projet	
RE3	<p>Nombre de membres des associations de femmes qui sont alphabétisés</p> <p>0% des membres assistent aux cours d'alphabétisation</p>	<p>Formation de 3 animateurs dont une femme villageois des centres à Tombouctou pendant 45 jours en alphabétisation</p> <p>75 membres des associations de femmes d'Arham, Kaneye et Kondi assistent aux cours en alphabétisation organisés dans 3 centres à Arham, Kondi et Kaneye</p>	<p>100% réalisés</p> <p>100% réalisés</p>	<p>RE3.1 Au mois le 50% des membres des associations de femmes d'Arham, Kaneye et Kondi assistent aux cours d'alphabétisation en langue maternelle pendant les 6 premiers mois d'exécution du projet</p>	
	<p>Nombre d'associations existant dans les 3 villages encadrés avant l'intervention du projet: 4</p> <p>Nombre de groupements MJT prévus pour les 4 associations : 7</p> <p>Pourcentage membres des associations participant aux activités de MJT</p>	<p>5 associations de femmes sont encadrées par le projet comme suit : 1 association à Ibrika 1, 2 associations à Kondi et 2 associations à Arham</p> <p>Nombre de GMJT réalisés dans les communes d'intervention : 9 3 GMJT à Kondi 3 GMJT à Arham 3 GMJT à Ibrika 1</p> <p>Groupements fonctionnels sont mis en place : 9</p>		<p>RE3.2. Le sixième mois d'exécution du projet, au mois le 50% des membres des associations de femmes d'Arham, Kaneye et Kondi participent au système d'épargne MJT (Musow KA Jigiya Ton).</p>	
	<p>% de femmes des associations qui exercent une activité génératrice de revenus :</p>		<p>Faire le répertoire des femmes qui font des activités et quelles activités elles font</p>	<p>RE3.3. Au moins le 50% des membres des associations de femmes ont entamé des activités génératrices de revenus pendant les derniers 6 mois d'exécution du projet.</p>	
RE4	<p>Existence de puits foncé à Fendoukaïna sur les fonds ACR</p>	<p>Fonçage d'un Puits à Fendoukaïna : réception faite</p>	<p>100% de réalisation</p>	<p>RE4.1. Au sixième mois d'exécution du projet, un puits</p>	

		le juin 2010		domestiques de 2 m de diamètre a été construit et mise en fonctionnement dans le village de Fendoukaïna (commune de Kondi)	
RE5	<ul style="list-style-type: none"> Collecte des données de base - Bureau : 1 - Salle d'hospitalisation : 2 - Pharmacie : 1 - Magasin : 1 - Existence de maternité : 0 - Existence de Bureau de consultation : 0 - Existence de Salle de repos : 0 - Existence de médicaments essentiels dans la pharmacie : 0 - Existence de petits matériels au niveau du CSCOM : 0 - Approche communautaire - Lancement officiel du CSCOM 	<ul style="list-style-type: none"> - Bureau : 1 - Salle d'hospitalisation : 2 - Pharmacie : 1 - Magasin : 1 - Maternité : en cours de construction - Bureau de consultation : en cours de construction - Salle de repos : en cours de construction - Dotation en médicaments essentiels - Dotation en petits matériels pour le CSCOM - NA - NA 	<ul style="list-style-type: none"> - En cours de construction - En cours de construction - En cours de construction - 100% effectués - 100% effectués - 0% dans la réalisation - 0% dans la réalisation 	<p>RE5.1. Au 8ème mois du projet, un bâtiment, constitué d'une salle de repos, une salle d'accouchement et un bureau, a été construit annexe au dispensaire sanitaire existant dans la commune d'Arham, Ce dispensaire a été mis en fonctionnement comme centre de santé communautaire (CSCOM) au 8^{ème} mois</p>	
	<p>Fréquentation annuelle : 244 Valeur des produits pharmaceutiques : 46.000FCFA</p>	1 infirmier affecté au CSCOM	100%	<p>RE5.2. Le 8ème mois du projet, l'ASACO (association de santé communautaire) d'Arham a négocié avec la délégation du Ministère de Santé à Tombouctou la dotation du personnel sanitaire pour le CSCOM</p>	<p>En Mai/juin 2010, faire un papier qui atteste de la mise à disposition d'un personnel sanitaire à la demande du Projet</p>

	Matrones formées : 0	Formation de 4 accoucheuses traditionnelles	100%	RE5.3. À la fin du projet, 4 femmes de la commune d'Arham ont été formées comme sage-femme dans la délégation du Ministère de Santé à Tombouctou	
RE6				RE6.1. Au 8ème mois du projet, un bâtiment scolaire constitué de 3 salles de classe et des latrines a été construit annexe à un autre existant à Ibrika 1 (commune de Kaneye), a été mis en fonctionnement	Il faut avoir le bâtiment construit en aout 2010. Prendre tous les renseignements possibles et commencer les constructions au plus tard en juin 2010.
				RE6.2. À la fin du projet, au moins le 50% des enfants (filles et garçons) d'Ibrika 1 (commune de Kaneye) assistent régulièrement à l'école construit	La liste/nombre des enfants scolarisables de Ibrika 1 en 2008, doit être renseignée. La liste doit être validée par la mairie. Il fut fournir la population de Ibrika 1. Mettre l'emphase sur les distances que les enfants parcourent ainsi que le danger que représente

3.3. Gouvernance des Organisations Locales pour un Développement Equitable (GOLDE)

Le projet Gouvernance des Organisations Locales pour un Développement Equitable (GOLDE) a été conçu par CARE International au Mali et trois ONG Locales. Il est financé par l'Union Européenne à travers CARE UK au bénéfice de 12 collectivités des cercles de Tombouctou et Goundam dans la région de Tombouctou pour une durée de 4 ans. Le projet vise la consolidation du système de gouvernance démocratique, à travers la promotion de la participation et du partenariat des différents acteurs de la vie de la commune, l'amélioration de l'accès et de l'utilisation des services sociaux de base.

Initié au bénéfice des population de la région de Tombouctou avec ses 497 926 km² soit 40 % du territoire national, le projet GOLDE a démarré dans un contexte socio politique caractérisé par : la gestion de la période des élections communales d'avril 2009 (période pré et post électorale) avec sa psychose d'incertitude et d'insécurité ; la crise du Nord du pays en général engendrée par la rébellion touareg qui s'est amplifiée depuis la première moitié des années 90 et récemment la présence des éléments du mouvement SALAFIS et ALQUAMDA au Maghreb base d'une insécurité résiduelle allongeant ainsi la liste des contraintes majeures à la sécurité des conditions de vie de la population. L'ensemble de ces facteurs ont engendré un certain retard dans la mise en œuvre de la planification de la première année du projet.

Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles (si différents) (y inclus le nombre de femmes et D'hommes) :

Groupe(s) cible(s) : 150 OCB axées sur les prestations des services sociaux de base dont 60 APE et CGS, 14 Associations des Mères d'Elèves (AME), 12 ASACO et 2 FELASCOM, 12 conseils de jeunes et 50 groupements Epargne crédit des femmes (ouvrières agricoles et autres).

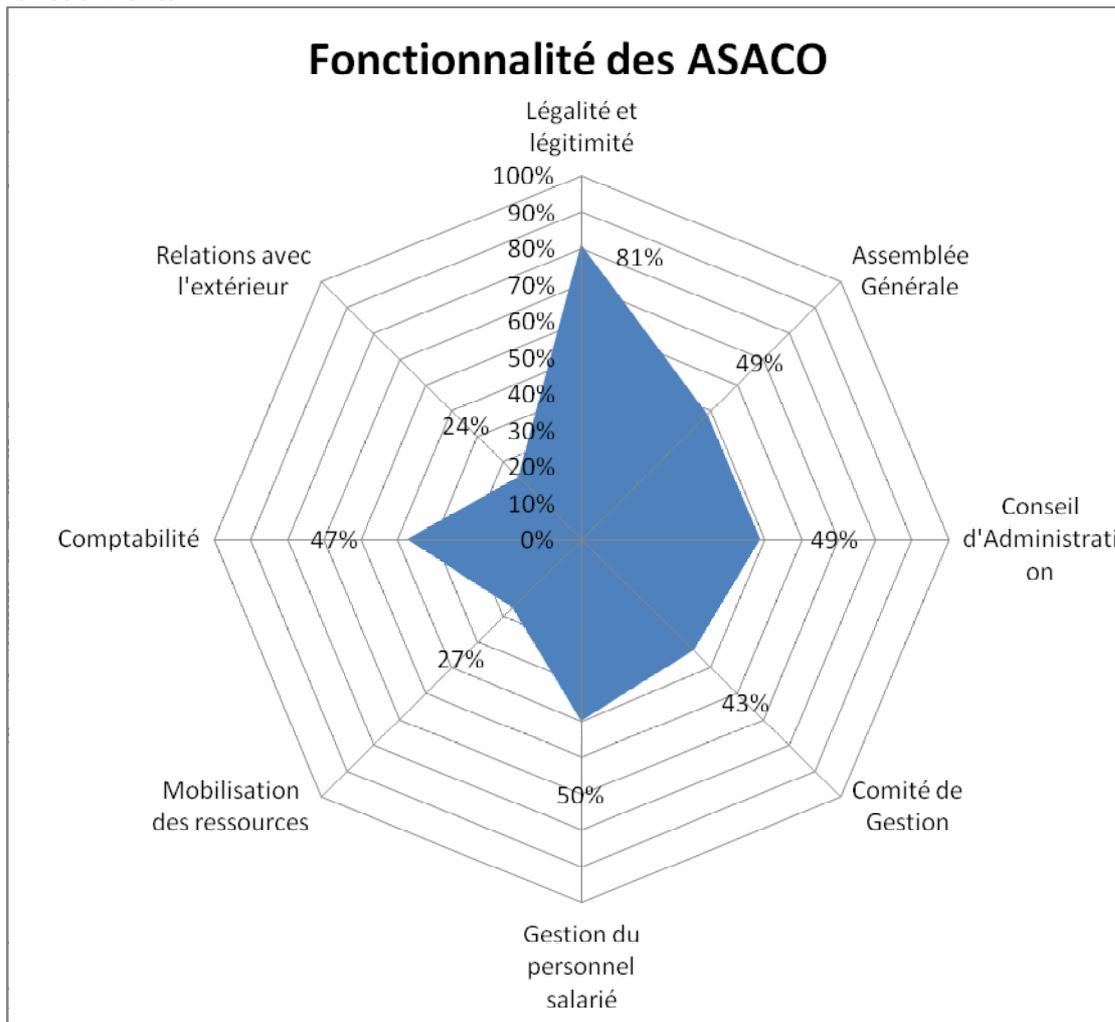
- 12 conseils communaux

Bénéficiaires finaux : 30000 personnes (femmes, castes, nomades, ouvriers agropastoraux, enfants, jeunes, personnes vivant avec le VIH) de 6000 ménages identifiés parmi les groupes marginalisés et vulnérables

Vu le faible niveau de fonctionnalité des ASACO, il devient nécessaire de savoir quel est le domaine de fonctionnalité dans lequel les ASACO sont les plus faible en général.

Le graphique suivant nous montre ces domaines en donnant le pourcentage de validation de chaque critère. Une ASACO fonctionnelle doit normalement atteindre les 100% dans tous ces critères.

Figure 1 : Fonctionnalité des ASACO des 12 communes de GOLDE par domaine de fonctionnalité



D'une manière générale, tous les critères sont faiblement validés. Le niveau de validation passe de 81% pour la légitimité et la légalité à 24% pour les relations extérieures, en passant par la comptabilité et le comité de gestion.

Le critère le plus respecté est celui de la légitimité et de la légalité. Les sous-critères de ce critère sont validés en moyenne par les ASACO à un niveau de 81%. Cela signifie que la plupart des ASACO ont une reconnaissance juridique, ont un agrément, tiennent effectivement les AG, et ont créé un CSCOM lié au plan de développement socio-sanitaire communal.

Les critères les moins validés sont ce lui des relations extérieures et de la mobilisation des ressources. Les sous-critères les moins pris en compte par les ASACO dans le cadre des relations extérieures sont les relations avec la structure faitière des ASACO qu'est la FELASCOM, les relations avec la commune, les systèmes financiers et les mutuelles.

Les sous-critères de la mobilisation des ressources qui restent en retrait sont la vente et le renouvellement de cartes de membres, les frais de consultation et la vente de médicaments. La viabilité d'une organisation dépendant fortement de ses interactions avec ses partenaires et de son autonomie financière, cette situation est plus que difficile pour les ASACO qui ont pour mission d'assurer une gestion efficace des centres de santé afin que ces derniers offrent des services de qualité.

Vu que nous avons neuf ASACO à Goundam et dix à Tombouctou, il est intéressant de voir la situation de chacun des deux cercles et de les comparer. Les deux graphiques intégrés suivants nous montrent le niveau de validation des critères selon les ASACO cibles de chaque cercle.

GOUNDAM

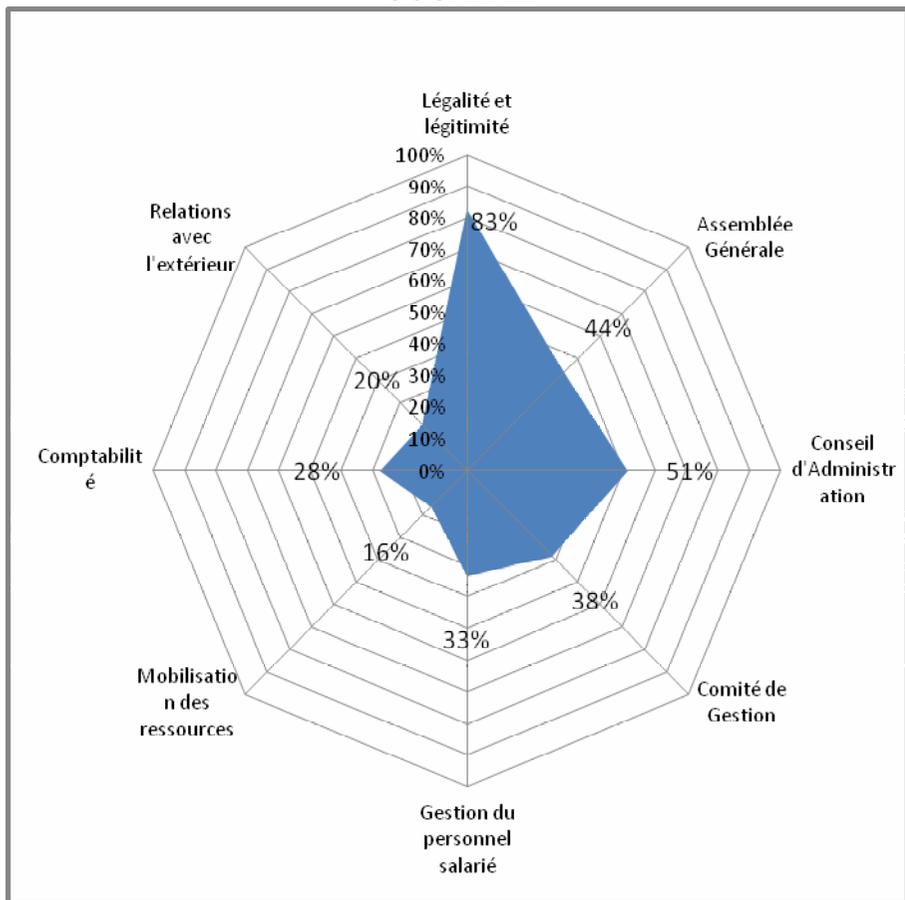


Figure 2 : Fonctionnalité par domaine des ASACO du cercle de Goundam partenaires de GOLDE

TOMBOUCTOU

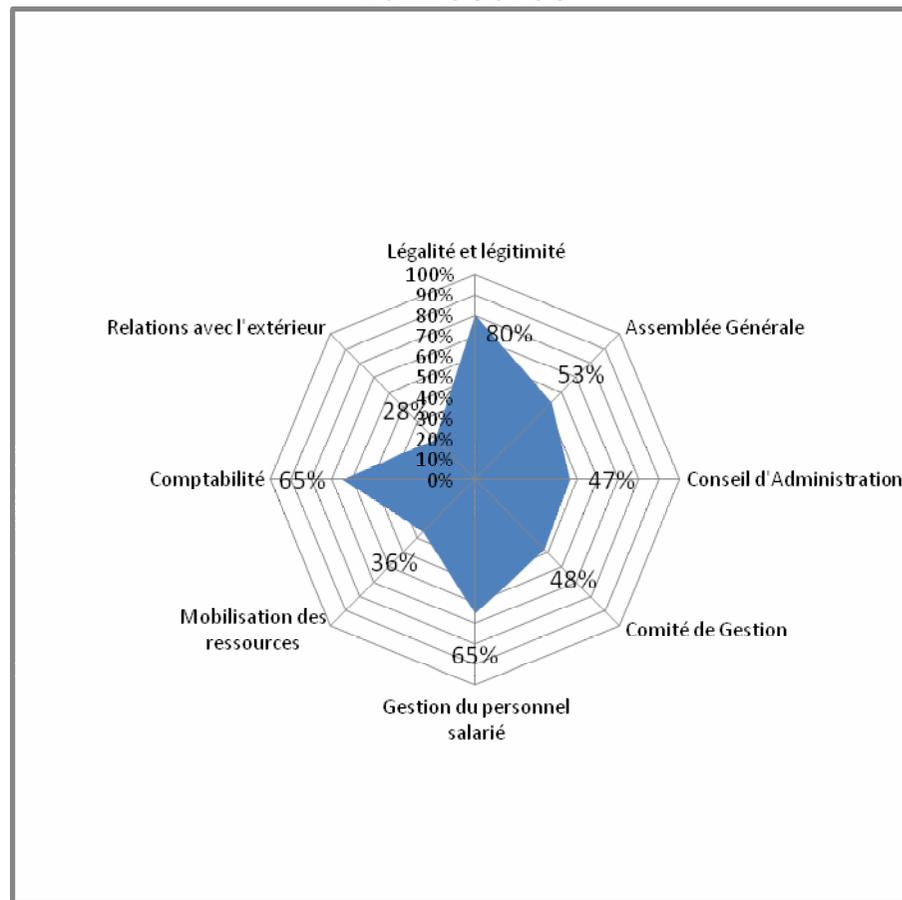


Figure 3 : Fonctionnalité par domaine des ASACO du cercle de de Tombouctou partenaires de GOLDE

La première chose que nous remarquons que la surface couverte par le radar est plus faible dans le cercle de Goundam que dans celui de Tombouctou. Cela montre que que les neuf ASACO du cercle de Goundam sont moins fonctionnelles que celles de Tombouctou. Les niveaux de validations des critères sont, en majorité (tout sauf la légalité et la légitimité et le conseil d'administration) plus bas que ceux des ASACO du cercle de Tombouctou. Par ailleurs, une différence notable apparaît au niveau de la tenue correcte d'une comptabilité. Cependant les deux cercles ont presque la même configuration. En effet ils ont tous les deux beaucoup de faiblesses au niveau du Comité de Gestion, la gestion du personnel, la mobilisation des ressources et les relations avec l'extérieur.

- Renforcer les capacités des ASACO dans la tenue d'une comptabilité.
- Accompagner les ASACO dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de vente de cartes de membres.
- Accompagner les ASACO dans le tissage de relations avec l'extérieur.

Concernant les APE

Les APE (Associations de Parents d'Elèves) sont des organisations qui ont pour objectifs, le plus souvent d'accroître le taux de scolarisation des enfants et d'améliorer la qualité des services d'éducation fournis par les écoles. Une APE est toujours liée à une école précise. Cependant, avec l'avènement des CGS (Comités de Gestion Scolaire), les APE ont perdu de leur importance.

Cependant, les APE revêtent une grande importance en ce sens qu'elles fournissent des membres au CGS pour que les parents des élèves puissent faire entendre leur voix.

La fonctionnalité permet de mesurer le niveau de gouvernance et de viabilité d'une organisation. Elle comprend quatre niveaux :

Jusqu'à 25% des points : niveau de fonctionnalité « nul » ;

Plus de 25% à 50% des points : niveau de fonctionnalité « médiocre » ;

Plus de 50% à 75% des points : Niveau de fonctionnalité « passable » ;

Plus de 75% des points : niveau de fonctionnalité « Bon »

La fonctionnalité des APE comporte catégories :

- La planification et la budgétisation ;
- Le règlement intérieur et la reconnaissance légale
- Les réunions régulières
- Les Assemblées Générales régulières
- La prévention et la gestion de conflits
- L'existence de documents de gestion
- Le plaidoyer
- Le partenariat
- La mobilisation des ressources
- Les microprojets
- La formation

Le graphique suivant donne la situation générale des 15 APE partenaires de GOLDE dans les cercles de Goundam et Tombouctou.

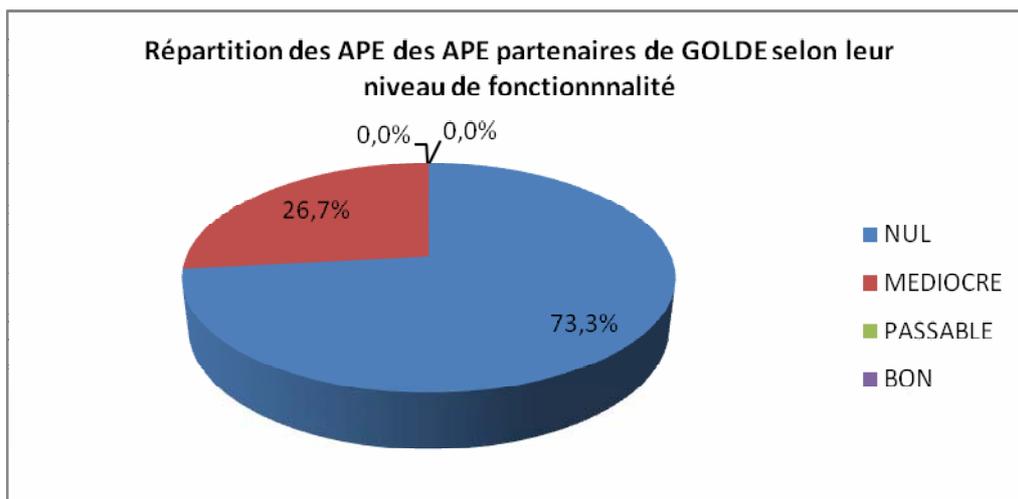


Figure 4 : Répartition des APE partenaires de GOLDE selon leur niveau de fonctionnalité

Il apparaît que les APE ont toutes un niveau de fonctionnalité très faible. Onze d'entre elles (73,3%) ont un niveau nul et 4 (26,7%) ont un niveau médiocre. Cela montre qu'il y a un travail important à faire pour que ces organisations soient des interlocuteurs valables dans l'amélioration de la qualité de l'éducation.

En comparant les deux cercles, nous remarquons, qu'une fois encore, le cercle de Goundam est celui qui montre une moins bonne situation. Toutes les 4 APE de Goundam ont un niveau de fonctionnalité nul. Sur les onze Ape du cercle de Tombouctou, quatre ont un niveau médiocre et sept un niveau nul.

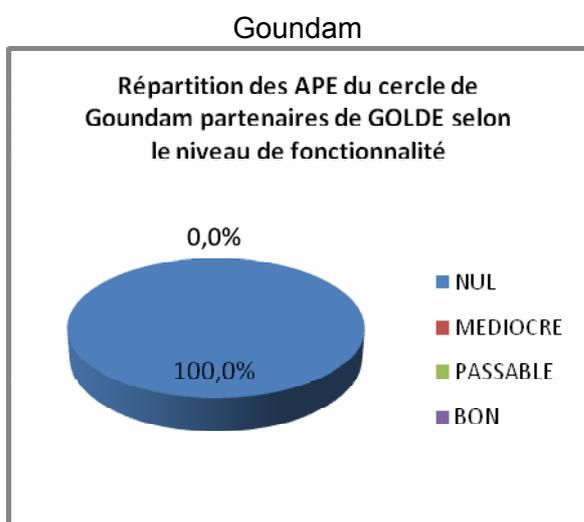


Figure 5 : Répartition des APE du cercle de Goundam partenaires de GOLDE selon le niveau de fonctionnalité

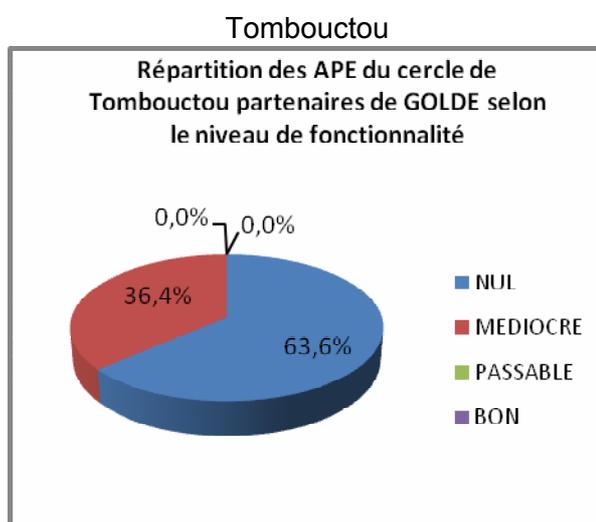


Figure 6 : Répartition des APE du cercle de Tombouctou partenaires de GOLDE selon le niveau de fonctionnalité

Toutes les APE, qu'elles soient de Goundam ou de Tombouctou sont très peu fonctionnelles. Il est nécessaire de les accompagner dans leur démarche d'amélioration de leur fonctionnalité.

Les femmes ne font pas non plus la CPN. Le nombre de CPN nécessaires pour une femme enceinte est de trois. Mettre en place des plans d'action visant à amener les femmes très tôt au CSCOM pour leur CPN afin qu'elles les complètent est donc une activité phare que doit se donner GOLDE afin de contribuer grandement à la réduction de la mortalité maternelle.

3.4 PUIITS POUR LA PAIX TOMBOUCTOU (PPT)

Contribuer à assurer une stabilité sociale et de meilleures conditions de vie aux ménages pastoraux mobiles et agro éleveurs sédentaires de huit communes de région de Tombouctou à travers une gestion rationnelle des ressources pastorales.

«**Puits pour la Paix Tombouctou (PPT)**» proposée par CARE, ARDIL et CAID établira des liens rationnels entre la gestion des puits pastoraux et des pâturages d'une part, et une gouvernance locale plus participative et une prévention et résolution efficace des conflits d'autre part. Les grandes options stratégiques pour établir ces liens concernent principalement des changements structurels et institutionnels profonds à trois niveaux:

- i) Une gestion locale des ressources pastorales (eaux et pâturages) plus équitable, maîtrisée par les acteurs publics et de la société civile, fondée sur la concertation et la négociation entre populations concernées;
- ii) Une représentation effective des plus défavorisés au sein de la société civile rurale et pastorale faisant entendre leur voix auprès des acteurs locaux de développement, et
- iii) Des services d'eau et d'hygiène assainissement plus efficaces et accessibles aux plus vulnérables ou marginalisés.

L'approche « **Puits pour la Paix** » de CARE est donc basée sur les droits humains et la sécurité des conditions de vie des ménages avec un engagement particulier pour la justice sociale en faveur des plus vulnérables et le renforcement de la société civile et des collectivités territoriales.

Justification

Description des activités

A) Identification définitive des cibles :

A1) Sélection des communes cibles et sites potentiels

Comme mentionné à la section 1.6.2 des critères de vulnérabilité spécifiques à la région ciblée par l'action proposée ont permis d'identifier les 24 communes les plus vulnérables des 52 communes de la région de Tombouctou. Une emphase particulière sur les conflits et sur l'accès aux puits et pâturages a permis d'identifier parmi ces 24 communes celles de Télé, Tonka, Issabéry et Essakane qui sont situées autour du système des lacs Fati, Faguibine et Télé comme zone d'intervention principale de l'action proposée.

A2) Identification des ménages vulnérables et personnes marginalisées

L'identification des ménages vulnérables sera basée sur, entre autres, les critères suivants :

- Ménages des éleveurs qui ne possèdent pas ou ont un accès limité à une mare ou un puits pastoral ;
- Ménages des éleveurs ayant perdu leur cheptel qui se sont convertis en ouvriers pastoraux / bergers ;
- Ménages des éleveurs dont aucun membre n'appartient à un groupe (clan, groupe d'âge) influant dans les instances de prise de décision (conseil de fraction / village / commune).

B) Mise en place des comités de gestion des sites :

Appuyé par les animateurs communautaires (AC) de **PPT**, les utilisateurs des ressources pastorales de chaque site mettront en place un Comité de Gestion du Site Pastoral (CGSP) sur la base de la composition suivante :

- Leaders traditionnels / représentants des utilisateurs du site (3)
- Représentants des groupes cibles : jeunes éleveurs, bergers/ouvriers pastoraux, femmes (3)
- Représentant du Conseil Communal (1)

Réhabilitation des ressources des sites

C1) Réhabilitation et ou fonçage de 20 puits :

Sur la base des propositions faites par l'équipe technique le Conseil Communal en collaboration avec le Comité de Gestion des Sites Pastoraux (CGSP) de chacun des 30 sites identifiés pour l'intervention de **l'action Puits pour la Paix Tombouctou (PPT)** élaborera des dossiers définitifs de projets de réhabilitation/fonçage du/des puits. Ils seront appuyés par l'équipe technique de PPT et des spécialistes en hydraulique rurale/pastorale (individus ou bureaux d'études

C2) Régénération des pâturages:

La dégradation de l'écologie en général, le rétrécissement des zones inondées avec une forte érosion éolienne et hydraulique surtout au niveau des berges du fleuve Niger et des lacs, la réduction et l'appauvrissement des espaces pastoraux ont occasionné une diminution significative des ressources fourragères dans la zone. Ainsi la zone concernée par le projet dispose seulement de 1750 ha de pâturages aménagés contre 216 000 ha non aménagés.

C3) Recherche action production fourragère :

l'équipe PPT avec le soutien de 2 chercheurs de l'ICRAF/IER a travaillé avec les jeunes éleveurs pendant les trois mois de la période pluvieuse afin de développer des techniques appropriés de la mise en place d'un système de banques fourragères et de la fixation des dunes de sable qui constituera une protection pour les puits.

C) Mise en place d'un mécanisme opérationnel de gestion concertée des ressources pastorales

Un des principaux résultats visés par l'action est de tester et valider le processus de mise en place d'un cadre institutionnel qui réunira tous les utilisateurs des ressources et les acteurs administratifs et techniques impliqués dans la gestion des ressources pastorales et agricoles d'une zone naturelle desservie par une source d'eau importante

D) Renforcement des organisations de la société civile

E) Renforcement Institutionnel des organisations et institutions locales :

Cette activité mettra un accent particulier sur les organisations communautaires de base (OCB) notamment les Comités des Gestion des Sites Pastorales (CGSP) et les associations des utilisateurs (éleveurs, jeunes, femmes). En plus l'action PPT apportera un appui particulier aux autorités locales (conseillers communaux, chefs de village, autres leaders traditionnels) qui joue une fonction importante dans l'interface entre société civile et l'État surtout au niveau des instances de la décentralisation. Les participants aux formations seront regroupés selon leurs affinités (géographiques, intérêts, activités économique, age, genre) et leurs positions dans la communauté (leader traditionnels, CGSP, leaders des organisations des éleveurs et agriculteurs) ainsi que le sujet de formation. Cette approche facilitera non seulement une efficacité maximale du travail de l'équipe PPT mais aussi l'échange et le soutien mutuel.

BILAN FINANCIER 2010

PROJET ACR

Cumul des fonds reçus du bailleur au debut de la periode(A)	132 407 424
Cumul des dépenses au debut de la période(B)	132 189 448
Solde non justifié debut periode C = (A-B)	217 976
	7 695 087
Depenses de la periode (E)	8 074 712
Solde non justifié fin periode (F) = (C+D-E)	-161 649

PROJET PPT

Cumul des fonds reçus du bailleur au debut de la periode(A)	49 762 273
Cumul des dépenses au debut de la période(B)	49 706 871
Solde non justifié debut periode C = (A-B)	55 402
Avance reçue au cours de la période (D)	6 472 229
Depenses de la periode (E)	5 922 145
Solde non justifié fin periode (F) = (C+D-E)	605 486

PROGRAMME PEF

Cumul des fonds reçus du bailleur au debut de la periode(A)	185 632 735
Cumul des dépenses au debut de la période(B)	184 076 981
Solde non justifié debut periode C = (A-B)	1 555 754
Avance reçue au cours de la période (D)	3 529 960
Depenses de la periode (E)	3 085 714
Solde non justifié fin periode (F) = (C+D-E)	2 000 000

PROJET GOLDE

Cumul des fonds reçus du bailleur au debut de la periode(A)	57 439 196
Cumul des dépenses au debut de la période(B)	55 244 926
Solde non justifié debut periode C = (A-B)	2 194 270
Avance reçue au cours de la période (D)	3 205 730
Depenses de la periode (E)	3 008 106
Solde non justifié fin periode (F) = (C+D-E)	2 391 894

Total des encaissements	425 241 628
Total des dépenses	421 218 226
Solde	4 023 402
Taux d'exécution	99,05%